

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 17/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE

Etablissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_RC4_2026-02-06_RAPVI-suivi echeances_MFM_02540
Code AIOT : 0006209828

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 18/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 27 janvier 2026 s'inscrit dans le cadre de l'action régionale concernant le suivi des échéances. Elle porte sur les suites données au rapport d'inspection n°1678 du 16 juillet 2025 faisant suite à la visite d'inspection du 15 mai 2025 et plus particulièrement à l'arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-267 du 7 août 2025 mettant en demeure l'exploitant en ce qui concerne les émissions atmosphériques de l'atelier RC4.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT : 0006209828
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid. Cet établissement est classé Seveso seuil haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures (RW et RC4) et de polymères (PS, PPC et PE), ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matières premières. La visite du 27 janvier 2026 porte sur les installations de l'atelier RC4, situé au sein du secteur « résines logistique utilités » (RLU).

L'atelier RC4 est notamment réglementé par :

- l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié (arrêté cadre) ;
- l'arrêté préfectoral n°2015-DLP-BUPE-295 du 28 septembre 2015 modifié (atelier RC4).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des rejets atmosphériques - chaudières A et B	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 3.2.2 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Conditions de suivi des appareils de mesure en continu - chaudières A et B	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
3	Emissions diffuses fugitives de COV entre 2022 et 2024	Arrêté Préfectoral du 28/09/2015, article 3.2.3.1 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Indisponibilité de l'oxydateur thermique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite du 27 janvier 2026, l'inspection des installations classées propose de lever la mise en demeure prise par arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-267 du 7 août 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets atmosphériques - chaudières A et B

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 3.2.2 (partiel)			
Thème(s) : Risques chroniques, émissions atmosphériques			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 07/10/2025			
Prescription contrôlée : article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié (partiel)			
Nom du conduit	Installations raccordées	Vitesse minimale d'éjection (m/s)	[...]
Cheminée chaudière n°1 (A)	Chaudière gaz naturel/éthylène	8	
Cheminée chaudière n°2 (B)	Chaudière gaz naturel/éthylène	8	
[...]"			
article 3.2.4.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié			
"[...]			
Pour chaque chaudière : [...]			
- l'exploitant fait effectuer à fréquence semestrielle, par un organisme agréé selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé et ses éventuelles modifications ultérieures, une mesure des paramètres suivants : [...] vitesse d'éjection ; [...]"			

article 26 de l'arrêté préfectoral du 22 août 2006 modifié

"Les résultats de l'auto surveillance des rejets à l'atmosphère des ateliers assujettis sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées. Ils sont présentés sous une forme synthétique facilement exploitable et sont accompagnés d'une analyse des éventuels dépassements des seuils fixés par les arrêtés d'autorisation et d'un compte-rendu détaillé des mesures compensatoires prises ou envisagées pour limiter ces dépassements. Les résultats doivent être complétés par des renseignements relatifs aux points de prélèvements, aux conditions de fonctionnement pendant les mesures, au niveau de production et aux débits rejetés. Une mesure annuelle au minimum est effectuée par un organisme extérieur. Lorsque des contrôles continus sont effectués, cette mesure permet de vérifier le bon fonctionnement du matériel d'analyse."

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 15 mai 2025, l'inspection des installations classées constatait :

- le non-respect de la vitesse d'éjection minimale des gaz de combustion de 8 m/s pour les chaudières A et B de l'atelier RC4 ;
- l'absence de transmission des rapports de surveillance des rejets atmosphériques concernant les chaudières A et B de l'atelier RC4 pour la période 2024.

Par conséquent, suite à la visite du 15 mai 2025, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-267 du 7 août 2025, de respecter, sous un délai de 2 mois, certaines dispositions réglementaires de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié (vitesse d'éjection) et de l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 22 août 2006 modifié (transmission des rapports de surveillance).

Lors de la visite d'inspection du 27 janvier 2026, l'inspection des installations classées constate, sur la base du courrier de réponse de l'exploitant du 18 décembre 2025 et des documents présentés lors de la visite :

- le respect de la vitesse d'éjection minimale de 8 m/s (campagne de mesures réalisée les 30 et 31 octobre 2025 par un organisme agréé) ;
- la transmission des rapports de surveillance des rejets atmosphériques concernant les chaudières A et B de l'atelier RC4 pour la période 2024 (rapports des 24 juin 2024 et 13 janvier 2025) et la prise en compte des observations sur le rapport du 2^{ème} semestre 2024 (répartition gaz naturel/purge éthylène, valeurs limites d'émission calculées en fonction du ratio gaz naturel/purge éthylène, comparaison à la valeur limite d'émission pour le paramètre vitesse, puissance réelle et nominale de la chaudière).

Sur la base des éléments ci-dessus, la mise en demeure prise par arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-267 du 7 août 2025 peut être levée sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Conditions de suivi des appareils de mesure en continu - chaudières A et B

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 07/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Suivi appareil de mesure en continu.</p> <p>I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités en appliquant les dispositions des normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Les exploitants appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité ([...] QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>[...] Ils sont étalonnés sur site selon la procédure QAL 2 et leur dérive et leur aptitude au mesurage sont contrôlées périodiquement par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>[...]</p> <p>II. - Le contrôle périodique réglementaire des émissions effectué par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance ou le contrôle QAL2 des appareils de mesure en continu. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 15 mai 2025, l'inspection des installations classées constatait :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'absence de mise en œuvre de la procédure QAL 3 pour les chaudières A et B ;• l'absence d'AST (test annuel de surveillance sur les analyseurs) en 2024. L'exploitant s'était engagé à réaliser un AST ou à mettre en œuvre une procédure QAL 2 en 2025. <p>Par conséquent, suite à la visite du 15 mai 2025, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-267 du 7 août 2025, de respecter, sous un délai de 2 mois, certaines dispositions réglementaires de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié en ce qui concerne la mise en œuvre de la procédure QAL 3 pour les chaudières A et B.</p> <p>L'inspection des installations classées demandait également à l'exploitant, dans un délai de 2 mois, de transmettre les résultats de l'AST et/ou de la procédure QAL 2 en prenant en compte les observations en ce qui concerne le paramètre "poussières".</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 27 janvier 2026, l'inspection des installations classées constate,</p>

<p>sur la base du courrier de réponse de l'exploitant du 18 décembre 2025 et des documents présentés lors de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que l'exploitant réalise les contrôles QAL 3, sur les chaudières A et B, à une fréquence mensuelle pour le paramètre "poussières" sur la base des constats de vérification et d'ajustage des 13 novembre 2025, 18 décembre 2025 et 22 janvier 2026 et n'amène pas d'observation ; • que l'exploitant réalise les contrôles QAL 3, sur les chaudières A et B, tous les deux jours pour les paramètres NOx, CO et O₂ sur la base des résultats de suivi des analyseurs entre mai et novembre 2025 et n'amène pas d'observation ; • qu'une fréquence minimale de 40 jours a été définie par l'exploitant pour la réalisation de la procédure QAL 3 pour les paramètres poussières, NOx, CO et O₂ des chaudières A et B, sur la base des cartes de contrôles mises à jour du 13 novembre 2025 ; • que l'exploitant a fait réaliser par une société spécialisée un contrôle QAL 2 en 2025 en prenant en compte les observations de l'inspection des installations classées (rapport du 11 septembre 2025) et concluant que la fonction d'étalonnage est satisfaisante. <p>Sur la base des éléments ci-dessus la mise en demeure prise par arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-267 du 7 août 2025 peut être levée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Emissions diffuses fugitives de COV entre 2022 et 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2015, article 3.2.3.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 07/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Les émissions de COV de l'atelier Résines C4 sont soumises aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC- 237 du 14 décembre 2009 et de ses éventuelles modifications ultérieures imposant la mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils.</p> <p>Les émissions de COV générées par l'atelier Résines C4 sont intégrées au schéma de maîtrise des émissions (SME) [...]</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses de COV (dont émissions fugitives) de l'atelier Résines C4, n'excède pas 2,7 t/an"</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 15 mai 2025, l'inspection des installations classées constatait un dépassement systématique des émissions diffuses autorisées (résultats compris entre 3,9 et 4,5</p>

t/an).

Par conséquent, suite à la visite du 15 mai 2025, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-267 du 7 août 2025, de respecter, dans un délai de 3 mois, certaines dispositions réglementaires de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié en ce qui concerne les rejets diffus fugitifs de l'atelier RC4.

Lors de la visite d'inspection du 27 janvier 2026, l'inspection des installations classées constate, sur la base du courrier de réponse de l'exploitant du 18 décembre 2025 et des documents présentés lors de la visite, que :

- le bureau d'étude en charge des mesures a mis à jour les facteurs moyens d'émission appliqués aux sources inaccessibles et sources accessibles jamais mesurées en prenant en compte les résultats des campagnes de mesure réalisées entre 2021 et 2025 ;
- les campagnes de mesure et de réduction des émissions diffuses fugitives de COV réalisées entre le 8 septembre et 2 octobre 2025 et les 10 et 11 décembre 2025 concluent à des émissions diffuses fugitives inférieures à 2,7 t/an en 2025 (rapports des 29 octobre 2025 et 13 janvier 2026) ;
- que les fuites observées (deux fuites, l'une supérieure à 500 ppm et l'autre supérieure à 5 000 ppm) ont été traitées suite à des opérations de maintenance entre octobre et décembre 2025 et que le rapport du 13 janvier 2026 conclut à l'absence de fuite résiduelle.

Sur la base des éléments ci-dessus, la mise en demeure prise par arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-267 du 7 août 2025 peut être levée sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Indisponibilité de l'oxydateur thermique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 16/09/2025

Prescription contrôlée :

article 19 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié

"Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de

traitement concernée.

[...]

Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. [...]"

article 4.2 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024

"Afin d'éviter les émissions atmosphériques provenant des torchères, l'exploitant ne recourt au torchage que pour des raisons de sécurité ou lors du fonctionnement de l'installation en dehors des conditions normales d'exploitation (OTNOC), à l'aide d'au moins une des techniques indiquées ci-dessous. [...]

b. Technique : Gestion de l'unité

Description : Il s'agit notamment de garantir l'équilibre du système combustible/gaz et d'utiliser des dispositifs avancés de contrôle des procédés.

Applicabilité : Applicable d'une manière générale.

[...]

Afin de réduire les émissions atmosphériques provenant des torchères lorsque le torchage est inévitable, l'exploitant applique au moins une des deux techniques énumérées ci-dessous. [...]

b. Technique : Surveillance et enregistrement des données dans le cadre de la gestion des torchères

Description : Surveillance continue du gaz mis à la torche, mesures du débit de gaz et estimations des autres paramètres [par exemple composition, enthalpie, taux d'assistance, vitesse, débit du gaz purgé, émissions polluantes (par exemple NOx, CO, hydrocarbures, bruit)]. L'enregistrement des données relatives aux opérations de torchage permet en général de consigner, entre autres, la composition estimée ou mesurée du gaz mis à la torche, la quantité estimée ou mesurée de gaz brûlé et la durée de l'opération. L'enregistrement permet de quantifier les émissions et éventuellement d'éviter de futures opérations de torchage.

Applicabilité : Applicable d'une manière générale."

point 1 (partiel) de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024

"[...] Terme : OTNOC

Définition : Conditions d'exploitation autres que normales. Les conditions OTNOC comprennent par exemple la défaillance d'équipements critiques pour la maîtrise des émissions atmosphériques canalisées ou pour la prévention des accidents ou incidents susceptibles d'entraîner des émissions atmosphériques, les opérations de démarrage et d'arrêt, les fuites, les dysfonctionnements, les arrêts momentanés ou l'arrêt définitif de l'exploitation. [...]"

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 15 mai 2025, l'inspection des installations classées constatait l'arrêt et l'indisponibilité de l'oxydateur thermique Y8450 entre juillet 2024 et mai 2025 et demandait à l'exploitant, de justifier, dans un délai d'un mois :

- que les dispositions nécessaires avaient été prises pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications suite à l'indisponibilité de l'oxydateur thermique Y8450 ;
- qu'une surveillance et un enregistrement des données avaient été réalisés lors de l'utilisation du réseau torche suite au dysfonctionnement de l'oxydateur thermique Y8450 entre juillet 2024 et mai 2025.

Lors de la visite du 27 janvier 2026, l'inspection des installations classées constate, sur la base du courrier de réponse de l'exploitant du 18 décembre 2025 et des documents présentés lors de la visite :

- que seul l'envoi des émissions atmosphériques à la torche est prévue comme disposition par l'exploitant en cas d'indisponibilité de l'oxydateur thermique. L'exploitant déclare que suite à l'évènement survenu entre juillet 2024 et mai 2025, l'oxydateur thermique Y8450 a été identifié comme équipement vital au niveau de l'atelier et que par conséquent un stock de pièces de rechange est prévu sur site afin de réduire au maximum l'indisponibilité de l'oxydateur thermique ;
- qu'aucun suivi des émissions de l'atelier RC4, envoyées vers la torche, n'a été réalisé lors de l'évènement susmentionné ;
- qu'un suivi est mis en place depuis novembre 2025 et que les durées et flux d'émissions atmosphériques de l'atelier RC4, envoyés à la torche en cas d'indisponibilité ou d'arrêt de l'oxydateur thermique, sont comptabilisés dans le fichier bilan torche présenté par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite